

# La vie quotidienne à Moscou

Catherine de Montlibert \*

## Résumé

*Issu d'une série d'entretiens menés à Moscou pendant l'hiver 1992-1993, cet article décrit la situation critique à laquelle sont alors confrontés les Moscovites dans leur vie quotidienne. Qualifiée d'« anormale » par la plupart des personnes interrogées, cette situation est analysée ici sous plusieurs aspects.*

*Des biens considérés auparavant comme « normaux », c'est-à-dire que la société fournissait automatiquement tels que le logement, l'alimentation, le droit au travail, font maintenant l'objet de stratégies particulières pour être obtenus. Le logement est devenu un problème crucial : les privatisations, et la spéculation immobilière qui commence à apparaître, constituent une menace pour les habitants qui doivent mettre en œuvre des démarches complexes pour le conserver. L'alimentation, quoique souvent proche de celle qui prévalait avant 1917, requiert aussi beaucoup d'ingéniosité et de temps d'attente. Son importance dans les préoccupations quotidiennes a considérablement augmenté, d'autant qu'elle absorbe maintenant 80 % du revenu. Le chômage, encore quasiment inexistant, constitue une menace particulièrement inquiétante pour la population, d'autant qu'il était absent du régime soviétique.*

*Les individus doivent aussi faire face à un alourdissement de leur travail domestique, et notamment à des files d'attente dans les magasins qui représentent deux à trois heures par jour. Le retrait général des interventions de l'Etat crée des situations qui s'apparentent à celles de pays sous-développés. L'éducation nationale notamment, est laissée à l'abandon ; il en est de même pour le système de santé. La désorganisation laisse place à un « capitalisme de pillage » que l'Etat n'a plus les moyens de réprimer.*

\* Catherine de Montlibert est chargée de mission au Commissariat général du Plan.

*Parallèlement à l'effondrement des normes de référence collectives, l'ensemble de la structure sociale connaît une profonde mutation. L'apparition des nouveaux pauvres se multiplie dans toutes les catégories sociales. Les anciennes élites sont déclassées au profit des nouveaux entrepreneurs. Cette décomposition sociale favorise le développement de l'insécurité et de la xénophobie.*

**T**oute conversation avec un Russe, débute actuellement par l'expression « tout est normal », sorte de mot de passe. Dans les années quatre-vingt, l'usage était de demander de façon formelle « si tout allait bien ». Désormais, une conversation ne peut débuter que si « la vie est normale » pour la personne interrogée. Les discussions se terminent généralement par le souhait que « la vie reste normale. »

Cette expression pose la question du « normal » et de « l'anormal » dans la société russe en période de réformes économiques. Appartient au « normal » le fait de travailler, que ses proches et soi-même soient en bonne santé, d'avoir un logement dont la jouissance ne soit pas soumise à trop d'aléas, de pouvoir se nourrir à peu près correctement. La « normalité » équivaut à une relative sécurité matérielle. Elle signifie aussi ne pas être coupé de sa famille car elle peut apporter une aide, ne pas subir un déclasserement social marqué et corrélativement ne pas sombrer dans la misère, de ne pas avoir à prendre trop de décisions dans un univers totalement incertain où les repères ont été remis en cause. Or, « l'anormalité » tend à devenir plus fréquente que la « normalité ».

Comment la population réagit-elle quotidiennement aux conséquences des réformes économiques ? Afin de distinguer « le normal » de « l'anormal », l'analyse s'est portée sur les phases et les situations caractérisées d'« anormales » par les Russes et a été rédigé à partir d'une enquête menée à Moscou, en janvier 1993 qui a permis de rencontrer des responsables de différents secteurs économiques (encadré).

### **Enquête réalisée à Moscou, janvier 1993 : les personnes interrogées**

#### **La recherche**

*Institut de la prévision (académie des Sciences)*

M. Yaremenko, directeur

M. Ivanter, directeur-adjoint

M. Souvorov, chef du département « prévisions budgétaires »

M. Filatov, chercheur

M. Belanovski, chercheur

*Centre russe de recherche sur l'opinion et le marché*

M. Levada, directeur

**Le Soviet suprême, commission sociale**

M. Andropov, vice-président, député

M. Smirnov, député

M<sup>me</sup> Zainoutdinova, expert

**Le ministère de l'Economie**

M. Ponizov, chef du département « économie sociale »

**Le ministère du Travail**

M. Schpilko, vice-ministre du Travail

M. Maliar, chef du bureau « accidents du travail », direction des Relations du travail

**Le service fédéral de l'Emploi**

M<sup>me</sup> Mikhailova, chef du département « statistiques »

M. Riadmchef, chef du département « analyse du marché du travail »

M. Simeonov, chef du département « prévisions »

M. Prokhofiev, chef du département « relations avec le niveau territorial et local »

**Le ministère de la Protection sociale**

*Département « relations internationales »*

M. Voronov, directeur

M. Stepanov, chef du service « relations bilatérales »

M. Yakouchev, chef du service « relations multilatérales »

M<sup>me</sup> Sosnova, expert

*Département « prévisions de développement du système de protection sociale »*

M. Orlov, chef de la section « prévisions »

*Département « pensions »*

M. Voronine, chef du département

*Département « familles-enfants »*

M<sup>me</sup> Tamara Puzdnyakova

*Département « aide sociale »*

M<sup>me</sup> Tchaikina, chef du département

**Le fonds de pensions de la Fédération de Russie**

M<sup>me</sup> Lamm, chef du département « tendances économiques générales »

**L'union des Industriels**

M. Yassine, adjoint au directeur, directeur du centre de recherche

## « Normalité » et « anormalité » sociales en période de réformes économiques

### Le logement

Le logement est devenu l'enjeu de véritables stratégies de groupes familiaux et professionnels. Pour les uns, il s'agit d'acquérir un patrimoine grâce aux privatisations. Pour les autres, il s'agit de demeurer dans la société.

Pendant la période soviétique, le droit au logement était, en principe, généralisé et quasi gratuit. Il correspondait à un complément salarial en nature, en principe du moins, car dans les grandes agglomérations, le nombre d'appartements était notoirement insuffisant par rapport aux besoins de la population<sup>1</sup>. La notion de sans-abri recouvrait une population d'anciens détenus, détenus de droit commun, prisonniers politiques et de migrants, qui ne pouvaient obtenir des autorités une *propiska*. Ils étaient considérés comme des marginaux qui ne pouvaient s'insérer dans la société.

Cette conception du marginal est encore largement partagée. Celui qui a un logement n'est pas marginal. Aussi, les stratégies qui visent à se maintenir dans un logement correspondent à la volonté implicite de ne pas devenir un exclu. Or, si la norme sociale demeure, le droit au logement n'est plus garanti. Depuis un an, la privatisation et la faillite des entreprises viennent le remettre en cause. Chez certains, l'idée se fait jour que ce sont les réformes économiques et non plus la contestation de la société qui peut conduire à la marginalité – ce qui pour eux est un comble.

Une large partie de la population de la Fédération jouit toujours d'un logement dont elle peut être propriétaire parfois depuis trois ans (logements du secteur coopératif et certains logements du secteur d'Etat) ou locataire (logements du secteur des entreprises et logements du secteur d'Etat). La jouissance de ces derniers est gratuite (logements des entreprises, certains logements d'Etat compte tenu du quotient familial) ou très bon marché (trente roubles pour un logement d'Etat).

Le niveau d'équipement des appartements est en-dessous des normes occidentales. Mais 25 % des familles d'ouvriers et d'employés ont un réfrigérateur, 78 % une machine à laver, 53 % un aspirateur électrique et 90 % une télévision (INJEP, 1992).

La privatisation des logements a commencé par le secteur coopératif. C'est pourquoi certaines personnes, appartenant vraisemblablement aux anciennes élites soviétiques (haute administration, Académie des sciences, entrepreneurs),

1. Selon le *Times* du 14 mai 1990, plus de 1,4 million de Moscovites attendaient un logement à cette date, (Rousselot, 1991).

sont propriétaires. Pour bénéficier d'un logement coopératif, il fallait être bien placé sur les listes d'attente. L'achat d'un logement correspondait à dix ans de travail.

## La ville de Moscou

Traditionnellement, Moscou pilote le secteur industriel soviétique et regroupe les sièges sociaux, les associations professionnelles sectorielles et les banques. Moscou est un bassin d'emploi important pour les industries d'armement (Almaz), automobile (Zil), électronique, énergétique et agro-alimentaire. Outre l'industrie, la vie à Moscou s'organise autour de trois secteurs d'activité : le commerce, les transports, l'activité gouvernementale fédérale et municipale, l'administration et la recherche.

Moscou, tout comme Saint-Pétersbourg, a le statut de municipalité. Le soviet de Moscou administre un territoire autonome (994 km<sup>2</sup>). Selon le recensement de 1990, neuf millions de personnes environ vivent dans Moscou-centre, le chiffre réel est en fait supérieur car de nombreuses personnes ne sont pas enregistrées. Neuf millions de personnes résident également dans l'*oblast* de Moscou, en banlieue. A ce chiffre approximatif de 18 millions, s'ajoutent quatre millions de migrants, qui sont soit des migrants professionnels qui viennent travailler dans les industries moscovites – ils peuvent faire journalièrement deux trajets de 100 à 150 km – soit des immigrés, officiels et clandestins\*.

Depuis 1992, Moscou est divisée en préfectures. Mais, les Moscovites se réfèrent toujours aux trente-trois *raions* soviétiques. Un *raion* équivaut à trois ou quatre arrondissements parisiens. Les lieux de résidence sont éloignés du centre-ville, les Moscovites vivent à la périphérie de Moscou-centre et dans l'*oblast* de Moscou, dans des banlieues mal desservies en transports collectifs. Habiter légalement dans Moscou exige une autorisation, la *propiska*, délivrée par le service du logement de la municipalité, après enquête. La *propiska* est utilisée par les autorités pour fixer la population urbaine et pour contrôler les flux d'immigration. Son rôle est d'autant plus important que l'équilibre alimentaire et le parc immobilier ont quasiment atteint le seuil de rupture.

\* Le ministère du Travail, le service fédéral de l'Immigration, le service fédéral de l'Emploi ne peuvent certifier aucun chiffre, même approximatif.

Avec la loi sur la propriété privée de 1992, la privatisation ne concerne plus seulement le secteur coopératif, mais aussi les autres secteurs et tout particulièrement celui de l'Etat. Le secteur des logements des entreprises est peu affecté par la privatisation et ne semble devoir l'être que par contre-coup des faillites et des licenciements<sup>2</sup>. Dans le secteur d'Etat, les appartements communautaires font l'objet de toutes les convoitises, particulièrement celles des nouvelles élites.

2. A ce jour, les faillites sont très peu nombreuses, mais devraient augmenter en 1993 si la loi sur les faillites est réellement appliquée. Le chômage pourrait atteindre entre 5 et 10 millions de personnes fin 1993.

Elles usent de leur position dominante dans les sphères du pouvoir pour se constituer des ensembles immobiliers à des prix défiant toute concurrence. La spéculation à Moscou, porte sur les immeubles bourgeois du XIX<sup>e</sup> siècle et les immeubles de la période stalinienne qui ont été classés de ce fait « appartements communautaires » et qui ont conservé dorures, poutres, cheminées ou décorations typiques du réalisme socialiste<sup>3</sup>.

Les effets de la privatisation et des faillites fragilisent deux groupes sociaux : les familles mono-parentales, surtout les femmes seules avec enfants, et les plus pauvres. Les femmes représentent la moitié des chômeurs en l'hiver 1993. Souvent très qualifiées, elles risquent de devenir chômeuses de longue durée et de perdre, par conséquent, tous les suppléments salariaux en nature, y compris le logement. Les plus pauvres se trouvent dépossédés de leur logement par les privatisations et sont en ce cas relogés dans de lointaines banlieues marquées par l'enclavement et une mauvaise desserte en transports collectifs.

Un second facteur lié à la disparition de l'URSS vient remettre en cause l'équilibre plus que précaire du parc immobilier : l'immigration. En théorie, les réfugiés (Russes et non Russes) des républiques ex-soviétiques et les réfugiés des zones de combat sont orientés vers les villes moyennes de la Fédération ou vers les zones rurales pour éviter toute congestion de Moscou et de Saint-Petersbourg. En réalité, les émigrés se dirigent vers les deux municipalités où rien n'est prêt pour les accueillir (sur le territoire de la Fédération, il y aurait officiellement 500 000 personnes, en réalité 1 million à 1 million et demi). Les hôtels ont été occupés, de fait, par les émigrés qui y vivent en famille.

## Le comportement alimentaire

Se nourrir est devenu une véritable obsession. Tout le monde compare les prix alimentaires avant et après 1991, selon les magasins et selon les produits. Les personnes âgées sont les plus sensibles à la dégradation alimentaire.

L'hyperinflation a des effets directs sur le comportement alimentaire en raison de la baisse des salaires réels. Les classes moyennes et populaires moscovites dont les revenus, essentiellement salariaux, sont érodés par la hausse des prix, subissent de plein fouet la crise. Un salaire moyen s'élève en hiver 1993 à 7 500-8 000 roubles, dont 80 % au moins sont consacrés à l'alimentation.

La population a réduit sa consommation de produits d'origine animale (viande et beurre en particulier) et a privilégié un apport calorique assuré aux deux-tiers par les produits panifiables, pommes de terre et sucre. La consommation de viande est très faible, non seulement en raison d'une relative pénurie liée à un mauvais approvisionnement, mais surtout parce qu'elle est inconsommable. Etant très chère, elle pourrit dans les magasins d'alimentation, dépourvus de chambres réfrigérées.

3. Au début de la période stalinienne, une personne bénéficiait de 5 m<sup>2</sup> ; à la fin de la période, une personne avait 10 m<sup>2</sup>. Les grands appartements ont donc été divisés. Selon la mémoire populaire, les membres d'une même famille, au sens élargi, vivaient dans un appartement communautaire.

Les stocks de produits alimentaires constitués en été 1991 dans la crainte d'événements catastrophiques, sont maintenant épuisés, sauf dans le cas du sucre et des produits de nettoyage (savon, papier hygiénique) achetés en grande quantité sur le conseil des personnes âgées qui ont vécu la Seconde Guerre mondiale et qui se souviennent des privations. Tous les produits qui ont trait à la propreté sont ainsi devenus des denrées précieuses, gardées sous clef. Comme dans les sociétés qui s'appauvrissent ou qui sont sous-développées, la propreté est-elle en passe de devenir une « richesse » – celle du pauvre – qui permet de conserver sa dignité ?

Au cours de l'hiver 1992-1993, le repas s'est composé en général de choux, betteraves, pommes de terre, saucisson et œufs. Ce comportement serait-il le signe d'une disette ? Avant 1917 et dans les années de guerre civile, soit en période de disette, la population russe ne se nourrissait que de choux, de betteraves et de pommes de terre (Werth, 1984 ; Stoliaroff, 1992).

## Le chômage

Le chômage est ressenti comme une « anomalie sociale » grave. Une telle attitude va à l'encontre de la mise en place de politiques actives de l'emploi et de la formation d'un marché du travail. Mais elle fait mieux ressortir la norme encore en vigueur dans la société.

Pendant la période soviétique, l'emploi était garanti et chacun devait travailler. Celui qui ne travaillait pas était considéré comme inapte au travail, ou comme ayant « un mauvais caractère ». Il était un parasite qui, progressivement, devenait un exclu. Celui qui ne travaillait pas alors qu'il en avait l'âge et qu'il n'était pas handicapé était privé de la *propiska*, des avantages sociaux (hôpitaux, écoles), et de l'accès aux biens culturels (cercles, associations, bibliothèques). Dans la société soviétique, le chômage entraînait la mort sociale. Cette conception demeure en 1993, même si le chômeur est un licencié économique.

Le faible taux de licenciements observé depuis 1992 n'est pas dû seulement à la faiblesse des institutions chargées de réguler le marché du travail. Il peut aussi s'expliquer par le paternalisme, tant entrepreneurial qu'étatique. La gestion de l'inefficience au travail est éclairante. Avant 1991, le cas des personnels sous-productifs était réglé par une diminution très nette du salaire : les entreprises ne versaient que le salaire minimum aux actifs non-productifs, dans la force de l'âge et un salaire égal à la retraite pour les actifs proches de la cessation d'activité. En 1993, chaque chef d'entreprise, directeur d'administration, directeur de laboratoire, est conscient de l'existence de poches de sous-productivité. Mais tous hésitent à licencier pour ne pas exclure « les leurs » de la société <sup>4</sup>.

4. On entend très fréquemment les directeurs de laboratoire de recherche ou les chefs d'entreprise utiliser des expressions comme : « j'ai charge de 100 âmes » ou « j'ai 20 000 personnes à loger et à nourrir », expressions qui mettent à jour le fait que le travail est un « état » régulé par les comportements et non par des contrats.

La menace du chômage est une peur plus qu'une réalité. Le ministère de l'Economie et le service fédéral pour l'Emploi s'accordent pour évaluer à un million les chômeurs déclarés à la fin 1992. Mais à la fin 1993, il pourrait y avoir en Russie cinq millions de chômeurs selon les prévisions du ministère de l'Economie, et huit millions environ selon celles du service fédéral de l'emploi.

D'ores et déjà, la peur a conduit, en 1992, à une très nette diminution de l'absentéisme et des arrêts maladie. Elle est entretenue par l'accroissement du chômage technique qui s'étend sur deux ou trois jours et provoque le quasi-abandon des journées continues. La journée de travail semble diminuer. Si les horaires théoriques sont 9 heures-17 heures, en réalité, la journée débute vers 9 h 30-10 heures et s'arrête vers 16 heures-16 h 30.

## **Le maintien de « la normalité » : le rôle des femmes**

La cohésion familiale est le principal soutien en cette période de réformes. En effet, maintenir un niveau de « normalité » nécessite un travail considérable, évalué de façon empirique à deux ou trois jours de travail par semaine. Deux ou trois heures par jour sont consacrées à faire la queue pour acheter les aliments aux prix les moins élevés, avec le risque d'une rupture d'approvisionnement puisque ces magasins sont les plus recherchés. Toutes les pièces à se procurer auprès des divers services administratifs nécessitent de longues démarches. Par exemple, pour retirer son *voucher*, bon de privatisation, il faut une journée de queue. A ceci s'ajoutent le travail domestique et l'éducation des enfants.

Or, ce travail est celui des femmes. La société russe est une société plutôt patriarcale, caractéristique que la période soviétique a peu modifiée (Pascal, 1930). Il semblerait même que les dernières années aient été très conservatrices. Dans ces conditions, la séparation des travaux en fonction des sexes est marquée. Les enfants, la famille et la cuisine, et l'Eglise depuis 1991-1992, sont du domaine des femmes. L'entretien des machines, dont les voitures, et la recherche d'un niveau élevé de salaire sont des tâches masculines. L'entretien des appareils a acquis une importance considérable car la plupart d'entre eux sont usés. En effet, la plupart des biens d'électro-ménager et les automobiles ont été acquis par les Russes aisés et urbains il y a 5 ou 10 ans. Comme les services (après-vente ou de réparation) sont désormais quasiment inexistantes ou aux mains du marché parallèle (donc chers), il faut compter que chaque famille, femmes et enfants compris, consacre 3 à 8 heures par semaine au bricolage ou aux réparations.

Les femmes âgées assurent une partie de la surcharge de travail. Ce sont elles qui font la queue dans certains magasins d'alimentation et s'occupent des enfants en bas âge (manque de crèches). Elles assuraient déjà ces fonctions domestiques durant la période soviétique. Mais, leur rôle s'est accru car, ayant connu la guerre, elles savent comment résister aux situations difficiles et apprennent aux jeunes à survivre. Elles sont en quelque sorte la mémoire du groupe familial.

Les effets des réformes économiques accroissent donc la durée du travail féminin. Cette surcharge et la répartition des tâches entre les sexes sont de plus en plus mal vécues par les femmes de 35 ans et moins, dont le niveau d'éducation est souvent élevé. En conséquence, les discussions sur le partage des tâches au sein des couples sont de plus en plus fréquentes et souvent houleuses.

## La dégradation des services publics

Le recul de l'économie traditionnelle et la détérioration des conditions de vie ont atteint un niveau tel que le secteur public remplit difficilement sa fonction minimale de fourniture de biens collectifs, de sécurité, d'éducation.

Les transports ont été très gravement perturbés. Si les lignes du métro sont desservies correctement, les lignes de tramway et d'autobus sont défectueuses. Les Russes évoquent la période de la guerre pour caractériser la situation, même si la comparaison est un peu excessive. La poste a quasiment cessé son activité et l'installation ou la réinstallation d'un téléphone sont un exercice de haute voltige.

Dans le secteur de l'éducation nationale, s'instaure depuis 1990, un système partagé entre d'une part les écoles d'Etat, en principe gratuites (en réalité payantes pour partie), où le niveau d'éducation est très faible et s'apparente à de la garderie. Dans certains établissements, les instituteurs n'assurent un enseignement que pendant la moitié de la semaine. Le reste du temps, ils travaillent au noir pour augmenter leur salaire. D'autre part, dans les écoles privées, le niveau d'éducation est plus élevé car les instituteurs ou les professeurs de lycées sont mieux payés et les locaux mieux équipés. Cette dualité provoque des tensions sociales.

L'inégalité du niveau d'éducation entre les républiques autonomes du Sud de la Fédération et les municipalités de Moscou et de Saint-Pétersbourg pourrait produire un second facteur de tension. Comme il n'y a plus de péréquation entre les oblasts, les municipalités et les républiques et territoires autonomes, le fonctionnement minimal des services publics n'est plus garanti. Les inégalités préexistantes éclatent au grand jour.

Dans la mesure où les parents aux revenus modestes envoient leurs enfants dans les écoles d'Etat, à la pauvreté risque de s'ajouter l'analphabétisme. Très clairement, il y a là un facteur d'exclusion dont sont conscients tous les hommes politiques puisqu'ils ont demandé au gouvernement lors du VII<sup>e</sup> congrès des députés du peuple (décembre 1992-début 1993) de donner la priorité aux dépenses d'éducation<sup>5</sup>.

« L'anormalité » sociale n'est-elle pas aussi un effet du sous-développement marqué dans certains secteurs ? La santé symbolise le mieux la paupérisation du

5. Voir les comptes rendus des débats dans le *journal de la Fédération de Russie*, décembre 1992.

secteur public. Les Moscovites se plaignent de leur système de soins. Dans les hôpitaux, le personnel para-médical fait défaut, le niveau d'hygiène est très bas et les médicaments manquent. Selon les données du recensement de 1989, il y avait 13 lits pour 1 000 habitants et une pharmacie pour 20 000 habitants<sup>6</sup>. Le secteur de l'enfance et de la primo-enfance est affecté par les restrictions budgétaires. Suivant les résultats d'un sondage effectué par le Goskomstat et le ministère de la Santé, 25 % des maternités et 30 % des polycliniques pour enfants nécessitaient en 1988 des réparations importantes (INJEP, 1992). Le système de soins à domicile est embryonnaire et à l'hôpital, il faut attendre pour recevoir des soins. Aussi, les maladies et accidents bénins ne sont pas soignés, les maladies graves quant à elles, ne le sont qu'en dernier recours.

Une loi du 1<sup>er</sup> janvier 1993 introduit la médecine privé. Elle précise que l'Etat garantit un niveau minimum de soins et prend en charge le traitement de certaines longues maladie (tuberculose, cancer, sida, maladies neurologiques). Certains groupes bénéficieront en outre de la gratuité médicale : les invalides, les retraités, les pauvres. Mais, le budget social fédéral consacré à la santé étant très faible et les cotisations patronales aléatoires, le niveau sanitaire actuel, déjà bas, risque de s'abaisser encore et de se différencier selon les régions.

Cette loi a provoqué une panique et a été au centre des discussions de novembre à décembre 1992. Les Russes ont peur que ne s'installe un système à deux vitesses. La plupart estime que c'est à la collectivité et non à l'individu de payer, dans la mesure où l'état de la population active, donc de sa productivité et de son renouvellement, en dépend. Au début 1993, la loi n'est pas appliquée dans tous les *raïons* de Moscou.

## Un « capitalisme de pillage » ?

L'espace de « l'anormalité sociale », qui s'accroît de jour en jour, est un espace occupé. La mafia occupe cet espace<sup>7</sup>. Outre les activités mafieuses traditionnelles, elle exerce une influence sur le commerce (hors commerce d'Etat) et pallie la disparition et les dysfonctionnements des services<sup>8</sup>. En effet, elle possède le capital et les réseaux nécessaires. La question est de savoir si dans cet espace s'organisent également de nouvelles régulations sociales. Aux activités de la mafia s'ajoutent quelques activités des nouvelles élites (commerçants, financiers, prestataires de service). Pour les caractériser, le concept wébérien de « capitalisme de pillage » est approprié. La position dans la sphère du pouvoir est utilisée pour se constituer un patrimoine : la privatisation (privatisation de logements et privatisation des entreprises) permet ce genre de conduite. Les tensions sont fortes et fréquentes entre les nouveaux riches et le reste de la

6. *Moskva v tsifrakh*, 1989.

7. Selon un rapport établi fin 1992-début 1993 par une commission de lutte contre la corruption et la criminalité, placée sous le contrôle du conseil de sécurité, il y aurait 4 000 organisations mafieuses en Russie.

8. Les personnels du secteur d'Etat peuvent participer aux activités mafieuses, notamment en revendant des produits étatiques sur le marché noir. Ils bénéficient à cette occasion d'un pourcentage sur la vente.

population. Bien sûr, le gouvernement fustige cette attitude et tente de la sanctionner. Mais, les moyens de contrôle sont inexistants, souvent parce que les nouvelles élites s'appuient sur le pouvoir mafieux ou sur certains représentants des pouvoirs municipaux ou fédéraux pour empêcher leur mise en œuvre.

## La multiplication des enjeux

### Une situation d'anomie ?

Le concept d'anomie est utilisé par Durkheim pour caractériser l'absence de réglementation sociale dont les causes sont, selon lui, à rechercher dans un économisme tout puissant et le morcellement accentué des actes de travail. L'anomie est créée par l'illimitation du désir humain et son inassouvissement (Durkheim, 1898). Cette situation serait caractéristique des sociétés industrielles modernes. Ce concept d'anomie a été repris par la sociologie américaine dans les années trente, particulièrement par le sociologue américain Parsons qui l'a globalisé en l'appliquant dans certains cas à la société dans son ensemble (Parsons, 1930). L'anomie est une contradiction entre le but culturel et l'absence de moyens licites qui peut engendrer des comportements déviants.

Le concept d'anomie est parfois utilisé dans les textes traitant de l'évolution en Russie. Est-il adéquat à la situation que traverse le pays ? La phase actuelle semble caractérisée par une multiplicité de normes qui entrent en conflit les unes avec les autres : normes de la société soviétique et nouvelles normes d'une société démocratique à économie de marché ; normes du gouvernement fédéral et normes des autorités républicaines ; séparation des pouvoirs et toute puissance de l'exécutif.

Face à cette démultiplication des règles, tout devient enjeu : accès à l'approvisionnement, logement, travail, position sociale, acquisition d'un patrimoine, modalités d'expressions politiques et légitimation des discours politiques autorisés... Les conflits entre des groupes aux intérêts divergents qui s'expriment par la démultiplication des normes sociales peuvent conduire à une situation de guerre civile ou à une situation où certains groupes imposent un « contrôle » aux autres.

### « La prolétarianisation de la société »

Parler de la pauvreté des autres ou de la sienne, c'est se situer dans la société. Cette démarche est aussi un moyen de légitimation des types d'expressions politiques. Dans la Fédération de Russie, les Russes emploient fréquemment

l'expression de « prolétarisation de la société » car ils subissent un appauvrissement marqué <sup>9</sup>. Ceux qui y échappent parlent quant à eux volontiers de nouvelle pauvreté.

Parler de la pauvreté revient à évoquer la réorganisation sociale en cours. C'est le point d'entrée par lequel les Russes rappellent la période soviétique. Le tabou sur les pauvres est levé. Les simples citoyens en parlent, mais aussi les policiers qui, auparavant, devaient la dissimuler, tout comme les services administratifs des ministères de la Protection sociale, du Travail et de l'Economie chargés du dossier. Tous s'accordent pour dire que la pauvreté a existé pendant la période soviétique. Les invalides, les personnes âgées, les sans-abri étaient des pauvres. Mais, les opinions diffèrent sur le traitement accordé à cette question par les autorités soviétiques. Pour les uns, elles cherchaient à cacher la misère (les invalides, les personnes âgées) ou la réprimer (les sans-abri). Pour les autres, le principe soviétique d'« une aide pour tous » était appliqué : pensions sociales versées à ceux qui ne pouvaient travailler, introduction du minimum vieillesse, organisation de l'aide à domicile pour les handicapés et les personnes âgées depuis 1985. Tout en évoquant la misère pendant la période soviétique, les personnes évoquent aussi leur conception de la société soviétique : était-elle totalitaire ou était-elle régulée par d'autres normes d'organisation ?

Le tabou sur la misère soviétique n'a plus cours parce que la pauvreté s'étend à de nouveaux groupes. Les Russes qualifient de nouveaux pauvres certains groupes sociaux : les employés du secteur d'Etat, les personnels du secteur de santé (médecins, infirmières), les personnels du secteur éducatif et de la recherche (chercheurs, instituteurs, enseignants du secondaire). Le déclassement social affecte des secteurs qui connaissaient depuis 1985, des réorganisations (secteur administratif), qui se caractérisaient pendant la période soviétique par des niveaux de salaire bas (secteur éducatif, secteur de santé) et par des conditions de travail difficiles, mais peu reconnues comme telles (secteur de la santé) <sup>10</sup>.

Les déqualifications sont liées aux mutations de la structure de la population active. Les personnels en surnombre sont menacés par le chômage ou contraints de changer d'emploi. Dans certains cas les déqualifications seront provisoires. Ayant réalisé leur reconversion, les personnels qualifiés œuvreront, sans doute, pour recouvrer une position élevée. Ils pourraient contribuer à fixer la nouvelle structure sociale.

A la question « comment devient-on pauvre ? », tous les Russes affirment que l'appauvrissement « est une question dont les causes sont à rechercher dans le domaine politique ». Ils récusent l'idée d'une causalité purement économique. A ce stade, les interprétations diffèrent. La première est le repli de l'Etat qui organisait la société et assurait la protection de la fraction la plus fragile de la

9. La référence à l'imaginaire soviétique est, là, très claire.

10. Par exemple, le ministère des Affaires étrangères de l'URSS connaissait des restructurations depuis 1985. Dans les secteurs éducatif et de santé, les salaires étaient respectivement de 175 roubles par mois et 163 roubles par mois (par comparaison un ingénieur de l'armement recevait 600 roubles par mois). Source : *Annuaire statistique de l'Union soviétique*, 1990.

société (vieillards, invalides). La seconde met en avant l'adhésion d'un grand nombre de Russes au modèle de société de consommation. Ce comportement provoquerait l'exclusion de tous ceux qui, en raison de leurs moyens financiers et de leur position sociale, ne peuvent adhérer à ce modèle. La troisième repose sur une analyse de la stratégie des groupes sociaux. La société, selon cette explication, serait dirigée par 3 000 personnes qui contrôlaient toute la vie économique pendant la période soviétique et ont œuvré pour conserver et renforcer leur situation de monopole.

Le déclassement social que connaissent les personnels du secteur d'Etat, du secteur éducatif, du secteur de santé serait causé « par un changement de normes sociales ». « Leur cote a baissé dans la hiérarchie sociale ». Ils n'appartiennent plus aux « élites ». Ils ont été remplacés, par « les commerçants, les journalistes, les nouveaux entrepreneurs ». Les « nouvelles élites » se distingueraient des personnes en voie de déclassement par le fait que les uns jouent « le jeu de la concurrence » que les autres ne connaissent pas.

Les autorités gouvernementales et municipales paraissent sensibles aux arguments sur la pauvreté de ces groupes. Elles réactivent la norme soviétique « de l'aide pour tous » et tentent de l'adapter aux situations nouvelles. Mais elles se heurtent à la faiblesse des moyens financiers disponibles. C'est pourquoi les associations et l'Eglise sont très actives dans ce domaine.

La pauvreté touche particulièrement les jeunes, qu'ils soient dans le système éducatif primaire ou à l'université. Les conditions d'enseignement se sont tellement dégradées, les bourses d'étude sont tellement faibles et les aspirations tellement différentes de celles véhiculées par les modèles parentaux proposés que les jeunes se détournent de l'enseignement.

En outre, le nombre de jeunes sans-abri s'accroît. Peut-on établir un parallèle avec les années 1920 ? Cette période a été marquée par le développement des *bezprizorniki*, mineurs vagabonds ou orphelins, sans-abri, issus de la guerre civile, de la famine et également de la dékoulakisation (Weisblatt, 1991).

## De nouveaux rapports au politique

L'appauvrissement de la société constitue le thème essentiel autour duquel s'organisent les discours des proto-partis <sup>11</sup>. La problématique est la suivante : la liberté nouvellement acquise vaut-elle le prix d'une baisse généralisée du niveau de vie ?

11. La composition du parlement lors du VII<sup>e</sup> congrès des députés du peuple permet d'avoir une première photographie du paysage politique. Quatorze fractions sont regroupées en quatre blocs. L'Unité russe est une formation anti-gouvernementale regroupant l'Union agraire, Russie communiste, Patrie, Société civile, Russie. Les forces centristes regroupent l'Union industrielle, l'Union des travailleurs et Changement-nouvelle politique. Le centre démocrate réunit des modérés et des radicaux : Centre-gauche, Russie libre, Souverains et égaux. Enfin, la coalition de la réforme unit Russie démocratique et Démocrates radicaux.

Par rapport à la vie politique, la population se divise en « abattus », en « critiques » et en « enthousiastes ». Ces catégories sont élaborées à partir des caractéristiques employées par les Russes pour qualifier leurs attitudes par rapport à l'activité politique.

Une partie de la population russe est sous le choc des événements politiques et économiques. Elle est abattue. Pour elle, la vie quotidienne est une question de survie. Un chercheur de l'académie des Sciences indiquait que « la population russe traverse une sorte de dépression nerveuse ». Dans cette société qui s'appauvrit, les mythes sur la richesse apparaissent : mythe de la richesse occidentale, mythe de la richesse des maraîchers du Caucase, mythe de la richesse des étrangers. Signes d'envie et de xénophobie.

La participation politique, au sens occidental du terme, est très faible. Les « abattus » ne votent pas. Ils ne sont pas adhérents à un parti. Ils ne défilent pas. Ils ne font guère grève<sup>12</sup>. Ils ferment la télévision lors des émissions politiques. Mais sont-ils pour autant apolitiques ? C'est parmi eux que l'on parle le plus de la vie pendant la période soviétique, avec beaucoup de pudeur. Pour évoquer le coup d'Etat, ils utilisent l'expression « les événements » ; pour la période soviétique, ils disent « avant ». Si le mythe politique du « paradis perdu » soviétique ne semble pas se créer, beaucoup de questions sans réponse sont posées : « fallait-il dissoudre l'URSS ? », « fallait-il défendre la Maison blanche (Parlement) en août 1991 ? », « les hommes politiques actuels servent-ils l'intérêt de la Russie ou les leurs ? ». Les « abattus » sont très pessimistes sur l'avenir de leur pays.

Les « critiques » forment un groupe plus difficile à caractériser. Il semble regrouper des Russes qui, au moins de 1989 à 1991, ont participé à la vie politique en manifestant, en débrayant, en défendant la Maison blanche. Depuis une petite année, ils sont de plus en plus critiques vis-à-vis des décisions prises et de la vie politique. Ils qualifient volontiers les hommes politiques « d'hystériques » ou de « clowns ». Ce groupe est hétérogène. Certains sont partisans « d'une certaine grandeur de la Russie » et soutiennent la CEI ; d'autres estiment que les acquis sociaux, certaines valeurs du socialisme ne doivent pas être remis en cause. Ils espèrent que des méthodes pratiques et concrètes pour que l'Etat puisse réguler le marché, seront appliquées. Les personnes qui vivent un déclasserment social rapide sont les plus sensibles aux arguments de type fascisant, la vision nihiliste de la désorganisation du monde est marginale.

Enfin, les « enthousiastes » sont ceux qui estiment que la situation offre la possibilité de construire quelque chose de neuf<sup>13</sup>. Pour eux, la période la plus difficile est derrière eux. S'ils souffrent des conditions de vie actuelles, ils pensent qu'en mettant en œuvre les réformes, ils vont « combler le retard de la Russie par rapport à l'Occident ». Ils se disent « démocrates » et « réfor-

12. La grève des mineurs du Dombass, très remarquée en Occident, fut moins suivie que celle de 1989.

13. Outre l'emploi d'un mot typique du vocabulaire politique soviétique, la parenté avec les premiers staliniens est troublante.

mistes » ; mais ils ne s'identifient pas toujours aux hommes politiques démocrates en place dont ils critiquent souvent les « magouilles » financières. Les « enthousiastes » travaillent souvent dans les institutions, administrations ou secteurs d'entreprise nouvellement créés.

D'un point de vue politique, un décalage important existe entre le « pays officiel » et le « pays réel ». L'appauvrissement est utilisé par les partis constitués pour mobiliser et provoquer l'adhésion. Mais, toutes les réactions politiques n'ont pas de cadre politique où elles pourraient s'exprimer. Ce décalage peut être source de novations politiques comme de dérives de toutes sortes.

### **La « peur de l'autre » : criminalité et tensions inter-ethniques**

La société russe est une société où la peur devient manifeste. Quelques comportements sociaux, comme la criminalité, le racisme et la xénophobie, permettent de dire que la définition sociale de « l'autre » est en complet changement.

La peur existait pendant la période soviétique. L'architecture intérieure des immeubles de la banlieue moscovite, construits à la fin des années 1970, en témoigne : code d'entrée, doubles portes dont une fermée à clef pour accéder au hall, une porte blindée pour se rendre sur le pallier-couloir sur lequel donnent trois appartements. La criminalité a crû à chaque phase de bouleversement rapide de la société russe : en 1917 avec la Révolution, en 1920 avec la guerre civile, en 1933-1936 lors de la dékoulakisation, en 1945 avec le retour à la vie civile des militaires. Mais la montée actuelle de la criminalité est à mettre en relation avec les conséquences des réformes qui transforment les normes sociales.

En 1992, les services officiels ont enregistré 2 760 060 crimes et délits<sup>14</sup>. Le vol est fréquent : 80 % des Moscovites ont été victimes ou connaissent des victimes d'un vol sur une durée de six mois. Les dommages les plus importants (crimes, incendies volontaires) seraient moins nombreux. Toutefois, les meurtres avec préméditation auraient augmenté de 40 % par rapport à 1991. De nombreux commerçants, les directeurs des services de transport (métro, trains), les propriétaires de quartiers riches louent les services de sociétés de gardiennage<sup>15</sup>. Peu de Russes font confiance à la police qui, en tout état de cause, est mal équipée et mal payée.

La tension devient de plus en plus perceptible. Passé 10 heures le soir, les Moscovites ne prennent plus ni métro ni taxi par crainte de se faire détrousser.

14. *Rapport de la Commission de lutte contre la corruption et la criminalité*, op. cit..

15. En janvier 1993, le salaire d'un gardien de métro s'élevait à 20 000 roubles.

Depuis le début de l'année 1993, le port d'armes est implicitement autorisé, mais demeure illégal. Les Moscovites expliquent cet achat par la peur qu'ils ressentent. Ils se procurent des armes (pistolets, grenades) dans certains magasins du « secteur alternatif ».

D'après le recensement de 1989, la population moscovite se décompose en 89,7 % de Russes, 2,8 % d'Ukrainiens, 2 % de Juifs, 1,8 % de Tatars, 0,8 % de Biélorusses, 0,5 % d'Arméniens, 0,3 % de Moldaves. Les courants migratoires ont cependant modifié cette répartition, diminuant le nombre d'Ukrainiens et augmentant celui des ressortissants des républiques d'Asie centrale. La population de la banlieue est plus cosmopolite puisque des étrangers à l'espace ex-soviétique y vivent. Des « baraquements-lotissements » peuplés d'Indous, d'Afghans, de Pakistanais, d'Indonésiens se sont construits autour des grandes entreprises moscovites. Les entreprises qui, dans les années 1970, manquaient de main-d'œuvre, les ont fait venir, moyennant des conditions de vie meilleures et un salaire plus élevé que dans leur pays<sup>16</sup>. Après dix ans de travail en entreprises, ils devaient recevoir un logement. En 1993, ces populations appelées en argot « les limites », vivent toujours dans des garnis surpeuplés ou des taudis. Elles sont à peine intégrées à la vie russe. Les plus âgés ne parlent pas la langue. Les Moscovites craignent des tensions ethniques fortes car « les limites » sont les premiers à être licenciés.

La xénophobie et le racisme s'exercent à l'encontre des Juifs, des Tartars, des Arméniens, des Ukrainiens, des étrangers. Le racisme s'est durci à la fin de la période soviétique. Il était surtout dirigé contre les peuples non-russes de l'URSS, en raison de leur confession (musulmane, juive), ou de leur hypothétique richesse (maraîchers du Caucase).

Les tensions ethniques ont détruit les principes sur lesquels était basée l'URSS. « Ces derniers temps, le gouvernement a multiplié ses efforts pour calmer la flambée de violence occasionnée par les conflits ethniques. Mais, pour l'instant hélas, il est beaucoup plus difficile de faire respecter les accords conclus, que de les signer. Comme autrefois au Liban, les seigneurs de guerre locaux ont plus de poids que les gouvernements qui prennent des engagements internationaux » (Fedorovski, 1992).

## Paternalisme entrepreneurial et influence de l'Eglise

La situation actuelle est caractérisée par une démultiplication des normes sociales qui semble témoigner de la constitution de groupes autour d'intérêts différents. Certains d'entre-deux, les directeurs des grands combinats et la hiérarchie ecclésiastique, paraissent choisir une stratégie qui vise à empêcher les ruptures sociales tout en imposant un contrôle. L'enjeu pour ces deux groupes est alors leur influence.

16. A cette population immigrée, il faut ajouter les paysans qui ont quitté leurs exploitations agricoles à ce moment. Les rendements étaient trop faibles pour faire vivre une population, de ce fait, excédentaire.

Les directeurs des grandes entreprises et l'Église orthodoxe sous la direction du Métropolite Alexis II se disent de plus en plus conscients de leur rôle et de leurs responsabilités. Ils interviennent dans la vie sociale « pour corriger les effets négatifs des évolutions actuelles » et « pour éviter que trop d'inégalités n'existent ». Ces deux groupes se présentent comme des forces de cohésion sociale.

Ils diffèrent sur les modalités et sur les terrains d'action. L'Église intervient surtout dans l'aide aux plus démunis, avec l'accord de l'État : elle aide les sans-abri pour qui elle a ouvert des centres de soupe populaire et des centres d'accueil de nuit dans les paroisses moscovites, les invalides et les personnes âgées pour lesquels les moniales ont organisé une aide à domicile, les repris de justice que le clergé tente de réinsérer socialement en les faisant travailler dans les services paroissiaux. Depuis les années quatre-vingt, l'Église s'est faite plus présente, notamment en intervenant dans le domaine de l'aide sociale. Elle a pallié le manque d'effectifs du secteur social, dans les hôpitaux où les moniales se sont chargées des tâches les plus ingrates et dans l'organisation et la gestion de l'aide à domicile.

L'Église s'est donné pour ligne de conduite de partager la vie quotidienne des Russes. Elle y acquiert un charisme certain qu'elle maintient en menant des actions de purification : messes pour les morts en camps, prière perpétuelle pour les morts au combat, distribution d'eau bénite avec laquelle les Russes font la cuisine, se lavent. Le retour institutionnel de l'Église se passe dans un climat de religiosité mystique accrue. Les apparitions de la Vierge sont nombreuses. Les anges viendraient pour protéger la Russie. Les prières à Saint Nicolas, saint protecteur paysan, sont nombreuses.

Pour le patronat traditionnel russe, l'entreprise n'est pas uniquement un centre de production mais elle se caractérise par une fonction de protection sociale (centres hospitaliers, médecins, infirmières, pharmacie et centres de repos), une fonction de complément salarial en nature (logements, crèches, parcs de loisir, cantines), une participation à l'effort collectif d'enseignement (collèges, centres de formation continue, lycées techniques, sections d'enseignement technologique de type IUT, sections de formation aux métiers d'ingénieur). En période de réformes, la fonction sociale des entreprises a crû. L'entrepreneur s'assimile à la figure du père de famille. Il cherche à procurer aux salariés un approvisionnement correct et à les maintenir sur le lieu de travail, même si la charge décroît. Il est assimilé au bon maître qui s'occupe des siens, aussi bien par les employés des combinats que par les agents de l'État du ministère des Finances, des fonds sociaux nouvellement créés et des membres du gouvernement Tchernomyrdine <sup>17</sup>.

Cette situation a deux conséquences. D'une part, elle peut engendrer un accroissement des difficultés économiques. Les chefs d'entreprise notent que plus la fonction sociale de l'entreprise se développe, moins ils sont disponibles

17. La parenté avec les dicours de la fin du XIX<sup>e</sup> serait à étudier.

---

pour gérer la production. De ce fait, ils souhaitent procéder lentement aux réformes. D'autre part, les entrepreneurs théorisent leur attitude paternaliste en se référant au passé. Pour le directeur du centre de recherches auprès de l'Union des industriels, le paternalisme entrepreneurial est « traditionnel », relevant de la même logique que celle des grands propriétaires terriens du XIX<sup>e</sup> siècle et du collectivisme socialiste. Selon lui, les Russes auraient des affinités culturelles avec les Asiatiques, leur mentalité serait peu individualiste. Dans ces conditions, l'introduction de l'économie de marché se ferait selon une modalité particulière : les entrepreneurs adapteraient à leur situation le modèle japonais où seraient privilégiées les relations paternalistes et féodales.

Les entreprises ont passé une alliance ouverte avec le ministère des Finances et avec la Banque centrale de Russie, à cause du problème du chômage. Comme le déficit budgétaire est élevé, le ministère des Finances ne peut favoriser la mise en œuvre d'une politique active de l'emploi. Il soutient donc la démarche paternaliste des entreprises et appuie la Banque de Russie lorsqu'elle leur alloue des crédits<sup>18</sup>. Puisque le paternalisme est favorisé par l'Etat et dans la mesure où il est une tendance lourde de la société russe, il y a de fortes chances pour qu'il s'affirme, devenant pour l'Etat un moyen de contrôle sur la population.

## Conclusion

La question de l'« anormalité sociale » en période de réformes pose celle des normes qui régissent une société. La Russie de 1993 offre une situation d'anormalités par rapport aux normes soviétiques pour la plus grande majorité de la population. Ceci traduit le fait que les sociétés évoluent lentement, même en période de remise en cause. Le temps économique n'est pas le temps social. L'anormalité ne débouche pas sur une anomie sociale mais sur une situation complexe où chaque groupe essaye d'imposer ses normes aux autres. Il s'ensuit une démultiplication des règles qui entrent en conflit les unes avec les autres.

18. Ces crédits sont consacrés aux différentes fonctions sociales de l'entreprise et non à enrayer la chute de la production.

## Références

- Durkheim E. (1983), *De la division du travail*, Paris, Presses universitaires de France, collection Quadrige.
- Durkheim E. (1987), *Le suicide*, Paris, Presses universitaires de France, collection Quadrige, (1re édition, 1930).
- Durkheim E. (1989), « Anomie », *Dictionnaire de la sociologie*, Larousse.
- Fedorovski V. (1992), « La guerre des clochers aura-t-elle lieu ? », *Libération*, mardi 16 février.
- Institut de la jeunesse de Moscou (1992), « Jeunes et Russes. Analyses et statistiques », *document de l'INJEP*, n° 7, Paris.
- Journal de la Fédération de Russie* (1992), comptes rendus des débats, décembre.
- Moskva v tsifrakh*, (1989), Goskomstat, Moscou.
- Parsons S. (1989), « Anomie », *Dictionnaire de la sociologie*, Larousse.
- Pascal P. (1930), in la « *Revue d'études slaves* », Institut d'études slaves, Paris.
- Rapport de la Commission de lutte contre la corruption et la criminalité*.
- Rousselot H. (1991), « Moscou : problèmes d'une capitale. La distribution et l'immobilier », note d'actualité, *Le courrier des pays de l'Est*, n 363, octobre, pp. 42-61.
- Stoliaroff I. (1992), *Un village russe*, collection Terre humaine, Paris, Plon, 438 p.
- Weisblatt K. (1991), « La prise en charge des bezprizorniki en URSS », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n 25, octobre-décembre, pp 3-4.
- Werth N. (1984), *La vie quotidienne les paysans russes de la révolution à la collectivisation (1917-1939)*, Paris, Hachette, 410 p.

